PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 03 MAI 2023

L'an deux mil vingt-trois, le trois mai à dix-neuf heures, les membres du conseil municipal de la commune de Valdivienne se sont réunis dans la salle du Conseil Municipal en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-10, L.2121-11 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : 19

Nombre de Conseillers municipaux présents : 13

Date de la convocation du conseil municipal : 26.04.2023

Date d'affichage de la convocation : 26.04.2023

Présents : MM Claudie BAUVAIS, Philippe PAPUCHON, Sylvie ROY, Benoît BOULET, Sandrine MORISSET, Isabelle MIGNERE, Gwénola DOARE, Sophie DEVAUX, Nathalie BROUARD, Thomas MESMIN, Renaud GAUD, Mikaël RABIS, Denis GERMANEAU.

Absents non excusés : Mmes Christelle COUDRAY, Eve BOURGOIN.

Absents excusés : MM Joël FAITY, Elodie RANGER pouvoir à Mme DOARE, Claude PUISAIS, Yohan TORNAIS pouvoir à M PAPUCHON

Secrétaire de séance : M Mikaël RABIS

Le procès-verbal de la précédente réunion du 03 avril 2023 n'appelant pas d'observations est arrêté.

Madame le Maire propose au conseil l'ajout à l'ordre du jour du dossier demande de subvention pour le citystade : adopté

ORDRE DU JOUR :

- Présentation de deux projets par les élus du CCJ (Panneau protection animaux et café causette),
- Attribution de subvention aux associations – 1^{er} Session
- Création d'un emploi d'animateur,
- Création d'un emploi d'adjoint d'animation,
- Convention d'occupation précaire logement Genêts,
- Renouvellement du Projet Educatif Territorial (PEDT),
- Révision des tarifs périscolaires au 1^{er} Septembre 2023,
- Désignation d'un référent déontologique des élus,
- Désignation d'un élu à la commission d'appel d'offre Bâtiments-Voirie,
- SRD énergies – Redevance d'occupation du domaine Public,
- ORANGE – autorisation d'implantation d'une armoire Fibre optique sur parcelle CK N°35 Résidence la Picauderie,
- Eaux de Vienne – Siveer – Adhésion des communes de Chouppes et Millac au Syndicat,
- Vente de la Balayeuse POGTE DH40,
- Questions diverses

PRÉSENTATION DE DEUX PROJETS PAR LES ÉLUS DU CONSEIL COMMUNAL DES JEUNES (CCJ)

Madame le Maire souhaite la bienvenue aux 2 groupes d'élus au CCJ venus présenter les projets qu'ils ont portés durant leur mandat, qui arrive à son terme, et leur donne la parole.

- Projet n°1 de Lola et Charline qui présentent l'évolution du projet relatif à la sensibilisation à la protection animal et la réalisation d'un panneau de sensibilisation pour lequel elle propose une implantation au rond-point des Genêts. Elles présentent plusieurs visuels pour lesquels elles ont fait établir des devis, l'un à 3720 € TTC, l'autre à 2 520 € TTC et proposent de retenir le moins cher.

Le conseil propose, avant d'arrêter le choix du panneau, de rechercher les financements possibles pour la confection de trois panneaux, auprès de la CCVG, de la LPO, ou autre organisme... Le financement de ce projet a été inscrit au budget environnement.

- Projet n°2 d'Augustine, Candice et Clémentine

Leur projet « Café causette » a été mis en œuvre durant la banque alimentaire, en lien avec CCAS. Un café est offert aux personnes qui viennent retirer l'aide alimentaire, ce qui permet un moment d'échange.

Le projet de potager partagé a quant à lui été abandonné mais elles remercient toutes les personnes qui ont pris le

temps de les accompagner dans leur démarche et notamment M Déserbais et Mme GAULT des services techniques

Mme DOARE qui prépare actuellement le prochain bulletin Valdivienne infos propose aux membres du CCJ de lui adresser le bilan des 2 ans pour partager leur expérience et de faire un état des projets engagés mais son terminés.

ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS – 1^{ER} SESSION :

Madame le Maire propose au conseil municipal de décider de l'attribution de subventions qui avaient été votées globalement lors du vote budget primitif 2023

Après avoir entendu le rapport de madame le Maire, le conseil à l'unanimité des suffrages exprimés, adopte les attributions de subventions proposées,

ART.65748 – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE

ASSOCIATIONS ET ORGANISMES CONCERNES	Montant attribué
Art'Cacius *	90 € fonctionnement annuel 1000 € festival 2023
Harmonie municipale de Chauvigny	160 € fonctionnement école de musique 1000 € forfait 2 commémorations et 2 concerts
Ligue contre cancer	80 €
Association sclérose en plaques (ligue française)	80 €
AFM Téléthon	80 €
Refuge SPA	80 €
FSL 86	80 €
Association D'aide à domicile en MR VALDIVIENNE	3000 €
Banque Alimentaire de la Vienne	335 €
Secours catholique de Chauvigny	335 €
CEACVG VALDIVIENNE	250 €
ACUSEP	350 €
Association de Tennis VERCIVAL	480 €
Association Gymnique Chauvinoise	1250 €
Association Judo Club Chauvinois	125 €
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Vienne	250 €
Association Parents d'élèves VALDIVIENNE	150 €

*Monsieur RABIS membre de l'association ART'CACIUS ne prend pas part au débat ni au vote.

Madame le Maire expose que l'Association Art'Cacius sollicite une subvention de 3000 pour l'organisation de son festival, ayant eu cette année moins de partenaires financiers et notamment au niveau du Département. Elle propose au conseil de se prononcer sur l'octroi de la subvention demandée, soit 3000 € (proposition 1) ou d'attendre les résultats financiers de cette manifestation et d'octroyer une subvention en cas de déficit (proposition 2). Elle indique que c'est l'approche des élus depuis plusieurs mandats et que le conseil a toujours soutenu les déficits au regard des spécificités des dossiers.

Mme Roy rappelle qu'il s'agit d'une jeune association qui anime la commune et démarre très bien. Si elle ne se sent pas soutenue, les bénévoles vont s'arrêter, elle est donc plutôt favorable à la proposition 1

Au regard des recettes annoncées Mme Doaré pense qu'elles ont peut-être été minimisées et serait plus sur la proposition 2

M. Boulet fait une 3^{ème} proposition : une subvention de 1 000€ dès à présent puis un abondement selon le déficit jusqu'à 2 000 €. Il faut les encourager car ils sont moteurs au niveau de la commune. Le conseil attribue une subvention exceptionnelle de 1 000€ et pourra abonder sur présentation d'un dossier par l'association.

M. BOULET suggère, par ailleurs, qu'il faudrait peut-être s'interroger sur la location du matériel communal aux associations utilisatrices du théâtre de verdure : mise à disposition du site puis location du matériel ?.

M. PAPUCHON arrivé à 19H50

L'association VMS a déposé un dossier mais la commission a manqué d'éléments sur cette association pour statuer sur sa demande. Mme DOARE confirme que VMS est bien une association loi 1901. Elle fait notamment du transport solidaire sur Valdivienne et a besoin de chauffeurs. Un appel aux bénévoles est lancé. Le dossier est ajourné ; le conseil demande qu'un dossier complet et argumenté soit déposé pour nouvel examen.

CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ANIMATEUR

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment en son article L.332-8 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Le Maire rappelle au conseil municipal :

Conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, madame le Maire propose au conseil municipal de créer, à compter du 16 août 2023, un emploi permanent de directeur des services périscolaires, relevant de la catégorie hiérarchique B et du grade d'animateur territorial à temps non complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 22/35^{ème}.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les emplois peuvent être pourvus par un agent contractuel, en application de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Considérant le tableau des effectifs,

Le Conseil municipal, sur le rapport de Madame le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE

- La création à compter du 16 août 2023 d'un emploi de directeur périscolaire au grade d'animateur territorial à temps non complet pour une durée de 22 heures hebdomadaires, pour exercer les missions suivantes :
 - organisation et bon fonctionnement des 3 temps périscolaires (matin, pause méridienne et soir)
 - management d'une équipe d'animation
- D'autoriser madame le Maire à pourvoir l'emploi d'animateur territorial à temps non complet, à raison de 22 heures hebdomadaires, par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique
- Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.
- Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de L.332-8 du Code général de la fonction publique.

- Cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 1 an.

Le contrat sera renouvelable par reconduction express. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Si à l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat est reconduit, il ne pourra l'être que par décision express et pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier être en possession du diplôme requis pour exercer les fonctions de directeur de la structure et sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

- Les crédits correspondants sont inscrits au budget.
- De modifier ainsi le tableau des emplois

CRÉATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT D'ANIMATION :

Madame le maire expose aux membres du conseil municipal que pour le bon fonctionnement des services périscolaires la collectivité a dû recourir à un personnel contractuel en raison d'un accroissement temporaire d'activité.

Compte tenu de la nécessité de maintenir cet emploi au sein des services périscolaires pour répondre dans de bonnes conditions aux missions exercées il est proposé de créer à cet effet un poste d'adjoint d'animation à temps non complet pour une durée de 15 heures hebdomadaires.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés décide :

- De créer un poste d'adjoint d'animation à temps non complet à raison de 15/35^{ème} à compter du 1^{er} juillet 2023
- De modifier ainsi le tableau des emplois

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE LOGEMENT GENÊTS :

Madame le Maire rappelle au conseil que la convention d'occupation précaire du logement communal situé n°6 les Genêts, à proximité du gymnase et du groupe scolaire, arrivera à échéance le 15 août 2023.

L'installation d'une micro crèche dans ce logement est actuellement en négociation mais si cela devait se concrétiser ce ne serait pas avant septembre 2025 et ce logement resterait donc vacant, au moins durant 1 an compte tenu des travaux qui seraient à réaliser.

Madame le Maire a été sollicitée par le locataire actuel pour le renouvellement d'un an de cette convention. Compte tenu de la situation elle propose donc que ce logement puisse à nouveau être loué à titre précaire pour une année supplémentaire à compter du 15 Août 2023

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide de louer, à titre précaire et pour un an seulement, le logement communal situé N° 6 les Genêts au prix de 400 €
- Autorise madame le maire à signer la convention correspondante et tous documents nécessaires à la réalisation de cette location.

RENOUVELLE DU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PEDT) :

Madame le Maire rappelle au conseil municipal que la convention relative au Projet Educatif (PeDT) Territorial signée avec les services de l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales de la Vienne arrive à son terme le 8 juillet prochain.

Aussi elle propose de poursuivre ce projet par la formalisation d'une nouvelle convention PeDT à partir de septembre 2023.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Adopte la proposition d'une nouvelle convention à partir de septembre
- Autorise madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la signature de cette convention.

RÉVISION DES TARIFS PÉRISCOLAIRE AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2023 :

Monsieur Thomas MESMIN, conseiller délégué à l'éducation expose que la commission éducation jeunesse propose une revalorisation des tarifs de l'accueil périscolaire et présente la nouvelle grille tarifaire, qui s'appliquerait à la fois à la garderie et à l'animation TAP, pour la prochaine rentrée scolaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés valide la proposition pour le prix d'une séance d'accueil périscolaire que ce soit en garderie ou en animation TAP et adopte les tarifs ci-dessous basés sur le quotient familial :

T1- tranche jusqu'à 550 Euros	: 1.00 €
T2- tranche de 551 Euros à 700 Euros	: 1.10 €
T3- tranche de 701 Euros à 900 Euros	: 1.21 €
T4- tranche de 901 Euros à 1400 Euros	: 1.32 €
T5- tranche de 1401 Euros à 1900 Euros	: 1.43 €
T6- tranche à partir de 1901 Euros	: 1.54 €

Ces tarifs seront applicables à compter du 1^{er} septembre 2023

DÉSIGNATION D'UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE DES ÉLUS :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants dans leur rédaction à venir au 1er juin 2023,
Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,
VU le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,
VU l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant que l'Association des Maires 86 a informé les collectivités que Monsieur Dominique BREILLAT, professeur émérite de droit public à l'université de Poitiers et Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers a accepté d'assurer cette mission auprès des élus locaux, il vous est proposé de le désigner comme référent déontologue pour la commune de VALDIVIENNE, mission qu'il exercera à partir du 1^{er} juin 2023 et jusqu'au 31 août 2026.

Il sera rémunéré par une indemnité de vacation d'un montant de 80 euros par dossier, conformément à l'arrêté du 2 décembre visé. Cette indemnité sera versée par la commune.

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la commune.

Le référent déontologue pourra être saisi par voie écrite, par mail ou par courrier adressé au domicile du référent déontologue, conformément aux dispositions de la convention à signer entre le référent et la commune.

Les saisines du déontologue devront être cachetées et porter la mention « confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires, recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

La réception de l'élu par le référent déontologue pourra se dérouler dans une des salles de la mairie en fonction de la disponibilité de celles-ci ou pourra être reçu par M BREILLAT à l'université de Poitiers

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande.

Ayant entendu l'exposé, le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- De nommer monsieur Dominique BREILLAT, référent déontologue pour les élus de la commune de VALDIVIENNE,
- D'autoriser madame le Maire à signer la convention à intervenir entre le référent déontologue et la commune de VALDIVIENNE ainsi que tous documents y afférents

DÉSIGNATION D'UN ÉLU À LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRE BÂTIMENTS-VOIRIE :

Madame le Maire rappelle la délibération n°2020-029 du 8 juin 2020 désignant les membres de la commission d'appel d'offres bâtiments et voirie et expose que suite à la démission d'un adjoint qui en était membre titulaire il convient de compléter cette commission et de désigner un nouveau membre titulaire.

Monsieur Benoît BOULET est candidat au poste de titulaire ; le vote à lieu à bulletin secret

A l'unanimité des suffrages monsieur Benoît BOULET est désigné membre titulaire et complète la commission d'appel d'offres bâtiments et voirie

SRD ÉNERGIES – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC :

Madame le Maire expose au conseil municipal que l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) dispose que toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

En l'occurrence l'article R2333-105 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les bases de calcul de la Redevance d'Occupation du Domaine Public des réseaux électriques au titre de la mise à disposition par une commune d'une partie de son domaine public au gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité (SRD à 100% sur la commune de VALDIVIENNE).

Ce calcul s'effectue par tranche de population et une formule d'indexation automatique permet de faire évoluer les redevances, au 1^{er} janvier de chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'index ingénierie publié au Bulletin officiel du ministère du développement durable, des transports et du logement.

En 2023, le coefficient index ingénierie est de 1.5309 pour une population totale de 2795 habitants. Le montant de la redevance due par SRD s'élève donc à 457 €

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise madame le Maire faire recouvrer cette recette.

ORANGE – AUTORISATION D'IMPLANTATION D'UNE ARMOIRE FIBRE OPTIQUE SUR PARCELLE CK N°35 RÉSIDENCE LA PICAUDERIE :

Dans le cadre du passage de la fibre sur commune, madame le Maire présente une demande émanant d'ORANGE relative à l'implantation d'une armoire PMZ 37079 (RAL 6009) qui doit être implantée Résidence de la Picauderie sur la parcelle CK N°35 appartenant à la commune.

Pour ce faire, madame le Maire précise à l'assemblée qu'une convention d'autorisation de passage en domaine privé, préalablement aux travaux, pour l'implantation d'ouvrage du réseau FTTH sur la commune doit être établie entre la commune et orange.

Madame le Maire sollicite l'accord du conseil municipal à propos de cette demande de droit de passage pour la pose d'ouvrages souterrains et aériens sur le territoire de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise madame le Maire à accepter ladite demande et à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

EAUX DE VIENNE – SIVEER – ADHÉSION DES COMMUNES DE CHOUPPES ET MILLAC AU SYNDICAT :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.5211-17, L.5211-18 et L.5211-20 ;

Vu la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite "Loi NotRe" ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°2013-D2/B1-018 du 5 février 2013 portant fusion des établissements publics de coopération intercommunale en vue de constituer un syndicat mixte à vocation départementale pour l'eau et l'assainissement sur la base du Syndicat Intercommunal Mixte d'Équipement Rural pour l'Eau et

l'Assainissement du Département de la Vienne (SIVEER);

Vu l'arrêté interpréfectoral n°2013-D2/B1-072 du 15 novembre 2013 modifiant l'arrêté n°2013-D2/B1-018 du 5 février 2013 portant fusion des établissements publics de coopération intercommunale en vue de constituer un syndicat mixte à vocation départementale pour l'eau et l'assainissement sur la base du Syndicat Intercommunal Mixte d'Équipement Rural pour l'Eau et l'Assainissement du Département de la Vienne (SIVEER) ;

Vu le dernier arrêté interpréfectoral n°2019-D2/B1-027 du 13 décembre 2019 portant adoption des nouveaux statuts du Syndicat Eaux de Vienne ;

Vu les statuts révisés du Syndicat Eaux de Vienne arrêtés le 13 décembre 2019, et notamment ses articles 3-2-1, 3-2-2, 3-2-3, 4-1 et 4-2 portant sur les compétences Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif

Madame le Maire, après avoir rappelé que la collectivité est membre d'«Eaux de Vienne–Siveer», informe le conseil municipal que par délibération en date du 8 février 2023, le Comité Syndical d'«Eaux de Vienne–Siveer» a donné son accord pour l'adhésion des communes de Millac et Chouppes au syndicat «Eaux de Vienne–Siveer» à compter du 01/01/2024.

Aussi, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur ces adhésions.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide :

- o d'accepter la demande d'adhésion des communes de Millac et Chouppes au Syndicat «Eaux de Vienne–Siveer» ;
- o d'autoriser Madame le Maire à mettre en œuvre la procédure permettant à Monsieur le Préfet de prendre l'arrêté entérinant cette décision.

VENTE DE LA BALAYEUSE POGET DH40 :

Madame le Maire rappelle au conseil l'acquisition d'un désherbeur mécanique POGET H40. Il s'avère que cette machine n'est pas adaptée aux besoins des services techniques et ne répond pas aux attentes de la collectivité, contrairement à la présentation qui en avait été faite.

Madame le Maire propose donc de la mettre en vente et demande au conseil d'en fixer les conditions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Fixe le prix de vente à 6 000 € TTC avec une marge de négociation jusqu'à 4800 €
- Donne pouvoir à madame le Maire pour procéder à toutes les démarches et actes utiles pour permettre la cession de ce matériel.

CREATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS ET DEMANDES DE SUBVENTIONS

Madame le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que dans le cadre du développement de sa politique sportive et de loisirs, et à la demande des membres du Conseil Communal des Jeunes, la commune souhaite encourager la pratique d'activités sportives diversifiées sur son territoire et pour cela créer un espace ludique et pédagogique accessible à tous.

Il s'agit d'un terrain multisports, permettant à toutes les classes d'âge de pratiquer du sport en toute liberté avec un accès libre. Ce terrain de 12 m x 22 m, issu d'une démarche d'éco conception s'intégrera parfaitement dans le paysage rural.

Le coût prévisionnel de ce projet s'élève à 93 379.50 € HT est subventionnable à hauteur de 80% :

- Auprès de l'Agence Nationale du Sport au titre du programme gouvernemental « 5000 équipements sportifs » dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques 2024
- Auprès du Conseil Départemental au titre de l'appel à projet ACTIV'4 « Plan Sport 2024 – La Vienne en jeux ».

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Financier	Sollicité ou acquis	Montant subventionnable	Montant Subvention	Taux d'intervention
Agence Nationale du Sport	Sollicité	93 379.50 €	56028.00 €	60%
Conseil Départemental	Sollicité	93 379.50 €	18 676.00 €	20 %

SOUS TOTAL			74 704.00 €	80 %
AUTOFINANCEMENT			18 676.00 €	20 %

Considérant l'exposé de madame le Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Approuve le projet et le plan de financement proposé.
- Autorise madame le Maire à solliciter les demandes de subventions et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette affaire.

QUESTIONS DIVERSES

Mme MORISSET - VIE ASSOCIATIVE

- Il convient d'arrêter le choix musical pour le feu d'artifice : le conseil retient le thème musiques du monde
- Marché des producteurs ; demande si quelqu'un peut récupérer le kit de communication à la chambre d'agriculture ; madame BROUARD s'en chargera

M. MESMIN – JEUNESSE EDUCATION

A participé, avec Nathalie BROUARD, à la réunion label E3D organisée au groupe scolaire ; la labellisation « expert » est acquise.

- Projet d'aire terrestre éducative : vérifier si le bois attenant appartient à la commune. Projet qui peut être géré en lien avec l'éducation nationale.

Madame le Maire alerte sur les nombreux désordres dans ce coin (arbres morts) et apporte un bémol car il y aurait beaucoup de temps à y passer, si nos agents devaient intervenir). Il y a d'autres terrains plus proches de l'école et moins accidentogènes. Projet à détailler par l'école

- Indique que Frédéric LASALLE du CPIE Lathus, a évoqué sa participation. Fait un accompagnement de certaines communes pour un Atlas de la biodiversité de la commune qui peut bénéficier d'aides financières. Cela peut permettre d'intéresser les habitants de la commune et les aider à s'approprier leur territoire. Voir en commission environnement si la commune souhaite les solliciter pour valoriser le patrimoine communal.

- Composteur école hors service. Ils n'arrivent pas à contacter le SIMER pour le faire réparer. Mme Le Maire a rencontré un agent du SIMER et l'en a informé ; doit s'en occuper.

- Projet de végétalisation de la cour : pourraient bénéficier de subventions communales ?

Une réunion de lancement ouverte à tous est programmée le 15 mai à 18h30 à l'école des Genêts

MME LE MAIRE

Informe le conseil que SRD a été saisi d'une demande de devis pour la viabilisation du terrain du Clos Adler qui doit être vendu aux kinésithérapeutes.

M. GERMANEAU a pour sa part demandé un branchement à Eaux de Vienne au droit de la propriété.

M. GERMANEAU – CONSELLER DELEGUE AUX RESEAUX

- A assisté au Comité local d'Eaux de Vienne pour le forage « des petites rivières » ; le dossier avance ; ce forage va alimenter la bêche route de Civaux à Morthemer.

- Station d'épuration de Morthemer : Eaux de Vienne est inquiet ; sont actuellement en train de regarder le foncier pour une inscription prévisionnelle du dossier au budget 2024

- Eau de Vienne va devoir s'assurer d'une distribution équitable de l'eau potable à toute la population. Le forage de la chevrolière est en baisse bien qu'il reste de marge et des évolutions sont envisagées au niveau de la tarification pour limiter les usages de l'eau

- Dossier Hmuc (Hydrologie, milieux, usage, climat) : les agriculteurs ne veulent pas baisser leurs quotas

- Syndicat de rivière SMVA : le projet d'aménagement de la Dive de Morthemer s'enclenche. Attention pas de

travaux de mise à sec avant la manifestation communale du 23 juillet.

M. RABIS – Conseiller Défense et CCAS

- Rappelle la cérémonie commémorative du 8 mai à 10h au monument aux morts de Salles-en-Toulon
- 102 bénéficiaires inscrits pour la prochaine distribution alimentaire du 17/05. Fait une fois de plus appel aux bénévoles

MME ROY – ENVIRONNEMENT

Demande aux élus s'il y a lieu de confectionner de nouvelles décorations de Noël ?

M. PAPUCHON – VOIRIE RESEAUX

- Propose de se réunir en commission pour le choix illuminations.
- A une commission voirie à la CCVG le 6 mai ; demande s'il y a des questions à faire remonter ?

Mme MIGNERE

Fait une relance sur un problème d'élagage rue des vignes qui devient très urgent en terme de sécurité routière. Revoir avec les services techniques.

La CCVG fait la taille des villages hors agglomération ce qui pose des problèmes à certains riverains ; monsieur PAPUCHON propose d'étudier ce dossier mais c'est aussi aux riverains d'entretenir leur haie qui ne doit pas déborder sur la voie publique.

Madame le Maire lève la séance à 22h00

Le secrétaire de séance
Mikaël RABIS

Le Maire
Claudie BAUVAIS